



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Conférence de presse conjointe
avec Peter Altmaier,
ministre fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie
et Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne

Propos liminaires de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances

Bercy

Jeudi 2 mai 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous.

Je suis particulièrement heureux d'accueillir aujourd'hui au ministère de l'Economie et des Finances, le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič - cher Maroš, bienvenue à Paris -, et mon homologue allemand Peter Altmaier - cher Peter, bienvenue à Paris -, le plus français des ministres allemands, comme chacun sait, pour lancer définitivement une filière industrielle européenne des batteries de quatrième génération.

Notre projet était jusqu'à présent un projet franco-allemand, c'est désormais un projet qui a le soutien stratégique de la Commission européenne. C'est donc désormais un projet européen. Et c'est à mes yeux une étape majeure dans la longue histoire de l'industrie européenne, une étape majeure dans la longue histoire des relations économiques franco-allemandes et une étape positive, puisqu'elle montre que l'Europe est capable de construire sa souveraineté économique, que l'Europe est capable de construire sa souveraineté technologique et qu'elle n'est pas condamnée - contrairement à ce que disent certains - à dépendre des importations technologiques venues des deux grandes puissances que sont les Etats-Unis et la Chine.

Nous pouvons et nous devons construire notre souveraineté économique et notre souveraineté technologique. C'est ce que nous faisons très concrètement aujourd'hui. C'est pour cela que j'estime que c'est une étape majeure dans la longue histoire notre industrie européenne.

Cela fait des mois que nous travaillons avec les industriels qui nous l'ont demandé et qui sont à l'origine de cette initiative, je le rappelle, pour construire cette filière qui devra intégrer toute la chaîne de valeur.

L'extraction des minerais, la réalisation des cellules, la réalisation des batteries, leur intégration aux voitures et ensuite le recyclage de ces batteries. Parce que c'est sans doute la spécificité de la filière européenne, c'est que nous accordons une importance cruciale au recyclage et au caractère durable de cette filière.

D'autres Etats membres ont déjà manifesté leur souhait de rejoindre le projet : je pense à l'Italie, à la Belgique, à la Pologne, à l'Autriche, à la Finlande, et nous nous en réjouissons. Et je souhaite que ce premier projet de batteries puisse susciter d'autres vocations et que d'autres projets puissent également éclore en Europe.

Nous franchissons une étape majeure aujourd'hui puisque la Commission européenne vient de nous confirmer son principe, formellement, et confirmé l'intérêt stratégique pour l'Europe de cette filière.

Il sera possible de verser des aides publiques au financement de ce projet. Le montant maximum sera de 1,2 milliard d'euros de subventions publiques qui pourront être apportées à ce projet de batteries électriques.

Je tiens là aussi à insister sur le fait que tous ceux qui critiquent l'Union européenne dans son incapacité à changer, dans son incapacité à tenir compte de la réalité mondiale, devraient regarder ce que nous avons été capables de faire.

Oui, la Chine apporte des subventions publiques à son industrie. Oui, les Etats-Unis apportent des subventions publiques à leur industrie et aux technologies naissantes. Eh bien l'Europe, pour la première fois, montre qu'elle est capable de faire la même chose pour aider au démarrage d'une industrie et de technologies nouvelles.



Nous avons donc désormais des financements. Et pour ce seul projet, je dis bien ce seul projet, ce seront 5 à 6 milliards d'euros qui seront investis pour construire les premières lignes de production, 1,2 milliard d'euros d'argent public au maximum, 4 milliards d'euros environ d'argent privé. Des fonds structurels disponibles pourront participer à ce financement.

Si d'autres projets de batteries devaient voir le jour en Europe, ce serait des montants considérablement plus importants qui pourraient être en jeu. Chaque État paiera évidemment pour les développements qui se feront sur son territoire, et très concrètement, Le président de la République, il y a quelques semaines, a annoncé que la France investirait 700 millions d'euros pour tous les projets liés à la production de cellules de batterie sur son territoire.

En terme d'emplois, cette initiative spécifique permettra la réalisation d'une usine-pilote en France de 200 emplois d'ici quelques mois (2020) et de deux usines de production - une en Allemagne et une en France - qui seront chacune d'un niveau minimal de 1.500 emplois.

Nous avons également les atouts industriels, puisque nous avons, en France et en Allemagne, les grandes entreprises, le réseau de sous-traitants, la capacité de recherche, pour construire cette filière.

En France, l'entreprise Saft est engagée depuis le début en faveur de ce projet et nous travaillons également avec des constructeurs, notamment PSA et Opel : c'est le côté franco-allemand de ce projet.

Nous avons enfin des objectifs clairs. Nous voulons une filière complète : de l'extraction des minerais à la réalisation des batteries électriques et à leur recyclage, afin de garantir notre souveraineté sur l'intégralité de la filière.

Nous voulons une filière de haut niveau technologique qui produira au départ et jusqu'en 2022, 2023 des batteries liquides. Celles qui existent déjà aujourd'hui, mais d'un niveau plus performant que l'état de l'art et qui rapidement développera une technologie de batteries solides.

Vous voyez qu'il y a là un objectif industriel et technologique très précis. J'insiste sur cette question du recyclage qui est aussi un des éléments de différenciation de la filière européenne par rapport à d'autres filières mondiales.

Quelles seront ensuite les prochaines étapes ?

La France et l'Allemagne doivent maintenant, avec le soutien de la Commission européenne, convaincre rapidement les pays qui hésiteraient encore à intégrer la filière européenne. Nous souhaitons que cela se fasse dans les meilleurs délais possibles parce que les constructeurs automobiles ont besoin que nous respections les délais et ont besoin de garanties en termes d'approvisionnement sur ces batteries. Je pense que les signaux positifs reçus de la part de la Commission et le soutien stratégique apporté par la Commission européenne seront totalement décisifs.

Je voudrais conclure ce propos avant de répondre à vos questions - et surtout de laisser la parole à Peter et à Maros - pour vous dire que, à mes yeux, ce projet de batteries électriques européennes est l'exemple de ce que l'Europe peut faire lorsqu'elle est unie.



Le rassemblement des puissances technologiques, financières, industrielles européennes, nous permet de tenir la compétition face à la Chine et face aux Etats-Unis. Et nous bâtissons aujourd'hui beaucoup plus qu'un projet industriel : nous marquons notre détermination à construire la souveraineté technologique, économique et industrielle du continent européen.